

RAPPORT ANNUEL 2011



GREAA

GRUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

RAPPORT ANNUEL 2011

« Etre libre, ce n'est pas pouvoir faire ce que l'on veut,
c'est vouloir ce que l'on peut »

Jean-Paul Sartre

BILLET DE LA PRÉSIDENTE

2

LES PLATEFORMES

3

Plateforme adolescents

Plateforme alcool

Plateforme genre et dépendances

Plateforme jeu excessif

Plateforme nightlife

Plateforme prévention

Plateforme prisons

Plateforme réduction des risques

Plateforme travail social hors-murs

PILDJ - Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu

SIP - Projet Service Itinérant de Prévention

PNA - Programme national alcool

Cyberaddiction : état des lieux et projet pilote

ALCOCHOIX+

PAC plus - Plans d'action cantonaux alcool

Jeunes, alcool, espace public : renforcer la collaboration entre les acteurs

Prise en compte du tabac dans les lieux spécialisés en addiction

In medias : au cœur du dialogue

LES FORMATIONS

8

Formations sur mesure

Conférences, colloques et journées publiques

L'INVITÉE

9

Ruth Dreifuss, ancienne conseillère fédérale, membre de la « Global Commission on Drug Policy »

LES MANDATS

10

Fordd - Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances

IP - Intervention Précoce : un modèle pour accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité

COORDINATION ET REPRÉSENTATION

14

Communication

Communiqués de presse et prises de position

Partenariats suisses et internationaux

Représentation politique au niveau national

COUP DE PROJECTEUR

18

Pourquoi la révision de la loi sur l'alcool est importante ?

FINANCES

19

L'ÉQUIPE

21



BILLET DE LA PRÉSIDENTE

Viviane Prats, Présidente du GREA

Ceci est mon dernier mot de présidente du GREA, puisque après 8 ans de loyaux services, je vais quitter cette fonction. Que vous dire d'autre que l'immense bonheur qui fut le mien pendant toutes ces années au comité. Que de rencontres, de débats passionnants, d'engagement indéfectible.

Ce fut un honneur et un plaisir, mais je crois avant tout que le GREA m'a permis de mettre en œuvre un sens de l'engagement, de défendre ce qui me semble juste d'un point de vue éthique. Mais c'est surtout une histoire partagée avec l'ensemble du comité et les professionnels du GREA.

Il y a huit ans, lorsque j'ai accepté de prendre ce mandat, nous avons, avec le comité, dû faire face à une vacance du poste de secrétaire général. Pour tenir le cap à ce moment-là, nous avons une responsable de formation et deux secrétaires, toutes à temps partiel. Que dire aujourd'hui, lorsque l'on constate la croissance de ces dernières années, le développement des multiples projets et mandats qui nous sont confiés. C'est sans doute que nous avons, au comité, su être stratégiques, que nous avons fait les bons choix et engagé les bonnes personnes qui ont su se montrer à la hauteur des tâches à accomplir.

Le domaine des addictions est un champ particulier : celui de la complexité, mais c'est aussi un des domaines du travail social et sanitaire les plus passionnants. Les enjeux sont importants et les questions politiques essentielles, les débats sont nombreux et ce que nous jugeons parfois comme des avancées et des progrès notables sont sans cesse remis en question. Le débat politique qui concerne les addictions est à poursuivre, c'est un combat permanent. Il suffit aujourd'hui d'entendre et de lire tout ce qui concerne la lutte contre le trafic pour comprendre que nous devons en tant que professionnels continuer sans cesse nos efforts pour que les représentations sociales changent et que la société civile puisse améliorer sa compréhension et sa connaissance de ce domaine particulier.

La mise en œuvre de la politique des quatre piliers n'est pas une fin en soi et il est indispensable aujourd'hui, pour faire face aux nombreux défis, que soit mise en place une véritable réflexion sur le contrôle et la régulation du marché des drogues. Vouloir simplement renforcer la répression et vider les centres villes des dealers ne risque que de repousser le problème plus loin et n'aura aucune influence sur la consommation et les consommateurs, si ce n'est de les sortir de la visibilité de l'espace public et de les confiner à nouveau dans la clandestinité.

Comme largement démontré dans le rapport de la commission mondiale pour la politique des drogues, la guerre mondiale contre la drogue est un échec. Il est donc impératif de sortir de la prohibition et de développer des stratégies permettant aux gouvernements de réguler le marché des drogues. Nous devons sortir de l'impasse et trouver d'autres solutions pour tenter de régler les problèmes et juguler les effets pervers engendrés par la situation actuelle, qui montre très largement ses limites. Des solutions alternatives doivent donc être trouvées et mises en œuvre pour sortir de l'impasse et de l'impuissance. Nous devons nous engager pour que les droits humains puissent être respectés, pour permettre aux personnes souffrant d'addictions de ne pas être discriminées et marginalisées. Je suis convaincue que le développement d'une société se mesure à sa capacité de prendre soin des plus fragilisés d'entre nous. La solidarité et le respect de l'altérité sont des valeurs essentielles que nous devons défendre dans une société où la montée de l'individualisme et des extrémismes est une réalité.

C'est donc une posture éthique que nous devons défendre comme professionnel-le-s du domaine des addictions aujourd'hui. Merci de tout cœur à ceux et celles qui se sont investis et continueront de le faire pour le développement d'une société plus juste et plus respectueuse. C'est un engagement collectif et sans aucun doute militant.

C'est aussi un acte de foi que de croire que des changements sont aujourd'hui possibles et que la solidarité et l'engagement restent l'un des moyens de combattre le désenchantement du monde au travers de ce qu'Edgard Morin appelle nouvelle espérance.

Merci aux professionnels du GREA qui s'investissent avec passion et compétence dans leur travail. Merci aux membres du comité toujours prêts à s'engager pour défendre et soutenir les positions et la charte du GREA. Un merci particulier et plein de tendresse à Pierre-Yves Aubert qui quitte également ses fonctions de vice-président, compagnon de route des premiers instants, fidèle dans ses engagements, généreux dans son investissement et si pertinent dans ses analyses, homme de belle intelligence, bonne suite à toi.

Bon vent à Cédric qui prend la suite et aux nouvelles forces qui viendront le soutenir dans son rôle de président. Je suis convaincue qu'avec vous, toutes et tous, le GREA est entre de bonnes mains.

CETTE ANNÉE ENCORE, LES PLATEFORMES ONT MONTRÉ LEUR IMPORTANCE EN FAVORISANT L'ÉCHANGE DES PRATIQUES ET LA RÉFLEXION ET EN CONTRIBUANT À LA VALORISATION DES BEST PRACTICES.

LES PLATEFORMES SE SONT RÉUNIES 3 À 4 FOIS PAR ANNÉE. ELLES RASSEMBLENT DES PERSONNES ENGAGÉES, PROVENANT DE DIFFÉRENTS HORIZONS, QUI PARTAGENT UN SOUCI COMMUN D'AMÉLIORATION DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE. ENSEMBLE, ELLES ONT MONTÉ DE PETITS ET GRANDS PROJETS POUR LES PROFESSIONNELS DE LEUR DOMAINE ET LA COMMUNAUTÉ AU SENS LARGE. C'EST PAR CETTE COLLABORATION SUR LE TERRAIN QUE LE CHAMP DES ADDICTIONS EN SUISSE ROMANDE CONTINUE À SE PLACER DANS UNE PERSPECTIVE DE CONSTANTES AMÉLIORATIONS. LE GREA TIENT À REMERCIER TOUS LES PARTICIPANTS AUX PLATEFORMES POUR LEUR TRAVAIL ET LEUR ENGAGEMENT.

PLATEFORME ADOLESCENTS

Coordination : Isabelle Philippe, Fondation Dépendances, Delémont et Patrice Charpentier, Programme Départ, Yverdon

La plateforme poursuit la tâche qu'elle s'était fixée en 2009 : la mise en forme des idées que nous développons et discutons régulièrement lors de nos réunions et que nous avons partagées aussi lors de notre journée de formation en 2009.

Le travail avec les adolescents aux prises avec des consommations de substances a des spécificités que l'addictologie classique connaît mal et qui, à notre connaissance, n'ont pas beaucoup été développées. Nous remarquons un réel besoin, autant chez les professionnels de l'addiction que chez les professionnels de l'adolescence, de guidelines qui leur permettent d'étayer leur travail et de stimuler leur réflexion.

Le travail de rédaction de notre brochure ou manifeste avance, même si c'est à petits pas. Il s'appuie sur 3 idées phares :

1. on ne peut pas travailler avec les adolescents sans travailler avec leur famille,
2. il est possible de travailler avec la contrainte, celle-ci est souvent un levier nécessaire pour pouvoir agir avant qu'il ne soit trop tard,
3. il faut pouvoir travailler sans exclusion avec des jeunes dont le parcours est déjà souvent émaillé d'exclusions et de violences.

Nous rejoignons les idées développées par Roch Tremblay et Jean-Paul Gaillard lors de notre formation en 2009 et celles de Roland Coenen qui a animé un séminaire au GREA ce printemps sur le thème de la pédagogie non punitive.

Pour ce faire, nous avons enfin reçu un financement du fond d'impulsion et de développement d'Infodrog et nous espérons finaliser le document d'ici le printemps 2013. Nous tâchons de gérer la frustration de ne pas avancer aussi vite que nous voudrions avec notre projet.

La plateforme adolescent rencontre une très bonne participation, l'échange sur les pratiques professionnelles reste un moment important et enrichissant. Presque tous les cantons romands y sont représentés et les séances sont toujours très riches d'expériences et de partages. C'est toujours un bonheur de les animer sur un sujet qui me tient tant à cœur : merci à tous !

LES PLATEFORMES

PLATEFORME ALCOOL

Coordination : *Rose-Marie Notz, Fondation vaudoise contre l'alcoolisme, Lausanne*

Composée de 18 membres, la plateforme alcool s'est réunie 3 fois en 2011. La séance de septembre, organisée par le GREA, a été consacrée à la révision de la loi sur l'alcool et ouverte à des partenaires du réseau intéressés par le sujet.

Voici quelques éléments de réflexions sur les 3 principaux thèmes abordés cette année :

- Echanges d'information sur la réalisation de la première Semaine Alcool qui a eu lieu en mai 2012 dans toute la Suisse. Le bilan est perçu comme positif par les membres de la plateforme, cette initiative permet de mettre en valeur les projets existants ainsi que les partenariats.
- Débat autour d'une question d'actualité : l'alcoolologie est-elle soluble dans l'addictologie ? Entre pragmatisme et neurosciences, on constate aujourd'hui une approche intégrative qui tend à prendre en compte les vulnérabilités individuelles plutôt que le rapport à un produit spécifique. Mais, par son ancrage culturel, l'alcool reste pour la plupart des membres de la plateforme l'axe autour duquel

s'articulent leurs interventions même si les questions sont abordées de plus en plus sous l'angle des addictions. La formation des intervenants est aussi à prendre en compte et nécessite une adaptation pour passer d'une pratique à une autre.

- La révision de la loi sur l'alcool a donné lieu à la création d'un comité de coordination au sein du GREA qui a pour mission de proposer une stratégie concertée. La volonté de libéralisation du marché de l'alcool est la voix dominante de cette révision. Seules quelques mesures visent à entériner au niveau national ce qui se fait déjà dans la plupart des cantons en matière de protection de la jeunesse (loi sirop, horaires de vente restreints, achats-tests). Le fait de ne pas mentionner dans le texte de loi les dommages dus à l'alcool pour le reste de la population n'est pas un bon signe et ne correspond pas à la réalité. La diminution des recettes fiscales va aussi pénaliser la prévention. Il est important de participer au débat public et de faire entendre nos points de vue, si possible de manière concertée, pour avoir plus de poids.

PLATEFORME GENRE ET DÉPENDANCES

Coordination : *Valérie Dupertuis, Rel'ier, Lausanne*

Notre activité consiste à stimuler la réflexion sur des questions en lien avec les addictions dans une perspective genre. Comme support, nous donnons la parole à des professionnel-le-s afin de faire connaître des projets romands et de susciter échanges et discussions. Cette année, Mme Marie-Louise Ernst, mandatée par l'OFSP pour la promotion du travail spécifique au genre, a participé et accompagné nos démarches. Nous avons appris cette année que le mandat de Mme Ernst ne sera pas reconduit. Les plateformes genre du GREA et du Fachverband Sucht ont écrit à l'OFSP pour manifester leur inquiétude quant au futur traitement de cette question au niveau fédéral et la perte des acquis de ces 20 dernières années.

La plateforme s'est réunie à quatre reprises sur les thèmes suivants :

- Historique et connaissances de l'approche genre dans les dépendances, par Mme Marie-Louise Ernst.

- Etat de la question et échange d'expériences sur l'insertion professionnelle, la recherche d'emploi et les activités occupationnelles dans une perspective genre. Présentation du programme du Côté des filles par Mme Florence Flatt (Unité de Transition au Travail).
- Réculte d'informations sur différentes thématiques en lien avec le genre en vue d'élaborer des outils pour les professionnel-le-s.
- Séance commune des plateformes genre du GREA et du Fachverband Sucht à Bienne. Thèmes abordés : efficacité du travail spécifique au genre ; échanges dans des ateliers.

La promotion de l'approche genre est au cœur des préoccupations de la plateforme et nos activités se poursuivent dans ce sens.

PLATEFORME JEU EXCESSIF

Coordination : *Yaël Liebkind, Rien ne va plus, Genève*

La plateforme jeu s'est réunie trois fois en 2011. Chaque séance offre l'occasion d'un riche tour de table. Les expériences récentes sur les thèmes du jeu excessif étant nombreuses, les échanges sont très riches et instructifs.

La plateforme réunit deux thématiques principales : les jeux d'argent et de hasard, et les médias électroniques.

Sur la thématique des jeux d'argent et de hasard, elle a initié, en 2001, un projet phare, le SIP - Service itinérant de prévention - qui se déroule jusqu'en automne 2012. Ce projet voit les opérateurs de jeu (Loterie Romande) et les centres spécialisés dans le jeu excessif collaborer pour améliorer le repérage précoce des joueurs excessifs.

Elle s'est particulièrement engagée dans l'organisation de la journée du GREA de mars 2012 « Internet et nouveaux médias : addict or not addict ? ».

PLATEFORME NIGHTLIFE

Coordination : *Thierry Humair, CPTT, La Chaux-de-Fonds*

La plateforme nightlife du GREA a vu le jour en 2001, suite à une demande de l'ERIT. En effet, le groupe s'est constitué afin de répondre à une enquête européenne sur le thème « De l'utilisation actuelle des psychostimulants : nouveaux comportements, nouvelles interventions, quelle prévention ? ». Une fois l'enquête terminée, les participants ont décidé de continuer ces rencontres.

La plateforme s'est réunie 3 fois au cours de l'année écoulée. Elle est composée de représentants de tous les cantons romands. Elle compte en son sein aussi bien des associations actives sur le terrain (Addictions Valais, Danno.ch, FNA, Fondation Contact Tavannes, Fondation Vaudoise contre l'Alcoolisme, Nuit Blanche, Raid Blue, REPER, Trans-AT) que des instituts de recherche (IUMSP) ou de coordination (Infodrog, Rel'ier).

La plateforme est également représentée au sein du groupe de travail d'Infodrog « détection précoce » ainsi que dans le groupe d'accompagnement du projet Safer Dance Swiss, également piloté par Infodrog. L'année écoulée a été une année de transition. Il n'y a pas eu de gros thèmes porteurs. La question des labels a été présentée. Il faut toutefois relever deux perspectives d'avenir : la journée Nightlife organisée par Infodrog à Bienne le 19 septembre 2012 et la mise en place de l'offre transcantonale « Safer Dance » en collaboration avec Danno.ch et rave it safe.

LES PLATEFORMES

PLATEFORME PRÉVENTION

Coordination : *Valérie Wenger Pheulpin, Drop-in, Neuchâtel*

La plateforme prévention s'est réunie à 5 reprises durant l'année 2011. Ces réunions ont été l'occasion d'aborder de nombreux thèmes et sujets d'actualité. Parmi ceux-ci relevons :

- L'état des lieux sur la prise en compte du tabagisme dans les institutions spécialisées en addictions en Suisse, réalisée conjointement par le GREA et le Fachverband Sucht ;
- La réflexion sur le mode d'accompagnement des écoles par les centres de prévention et, dans cette optique, le regroupement des outils voire des projets déjà existants.

Cette dernière discussion est relancée par le projet Yoko-Ni, une pièce de théâtre originale sur le thème des jeux vidéo et de l'univers virtuel. Cette pièce donnera lieu à des représentations dans de nombreux établissements scolaires en Suisse romande, courant 2012.

Ce projet présente l'opportunité, pour les centres de prévention, d'une action de prévention (accompagnement du spectacle) sur le thème des addictions et plus spécifiquement des médias électroniques. Le GREA a convié les plateformes prévention et jeu excessif à une représentation de la pièce, le 1er février 2012, au Théâtre Benno Besson, à Yverdon.

Outre ces actualités, la plateforme s'est également consacrée à :

- La poursuite du travail entamé autour de la réaffirmation de la pertinence de l'approche collective et communautaire (mise en commun des images collectées et des arguments qui les accompagnent) ;
- La mise à jour de la page dédiée à la plateforme sur le nouveau site internet du GREA : présentation du contenu de la nouvelle page et choix des documents à annexer.

PLATEFORME PRISONS

Coordination : *Catherine Ritter, formatrice et médecin, Genève*

Avec ses trois réunions en 2011 (18 février, 13 mai et 4 novembre), la plateforme prisons a trouvé son rythme de croisière pour sa troisième année de fonctionnement, alternant réunions à thèmes et visite d'établissements où les membres sont impliqués.

En février, nous avons accueilli Mme Anne-Catherine Menetrey pour la présentation du « Groupe de travail prisons », dont la lettre trimestrielle qui recense rigoureusement les nombreuses informations sur le milieu carcéral figure sur le site du GREA (page plateforme prisons).

Au mois de mai, nous avons été accueillis à la prison de la Tuilière. Nous avons discuté des problématiques d'addictions auprès des femmes, sur la base de nos expériences professionnelles et d'une brève synthèse d'éléments de la littérature.

En novembre, c'est la Fondation des Oliviers qui a reçu la plateforme pour une visite des lieux et une présentation par Mme Françoise Villard des prestations aux personnes bénéficiant d'une mesure thérapeutique.

Nous saisissons l'occasion de ce rapport pour vous informer du changement de la coordination de la plateforme prisons. Catherine Ritter va cesser cette activité ; elle sera reprise, début 2012, par M. Nicolas Peigné, infirmier au service médical de la prison de Champ-Dollon (réunion du 16 mars).

Renseignements auprès de : Nicolas.Peigne@hcuge.ch

PLATEFORME RÉDUCTION DES RISQUES

Coordination : *Christophe Al Kurdi, Rel'ier, Lausanne*

L'année 2011 a vu certaines tendances observées les années précédentes se confirmer. A savoir :

- Un rajeunissement de la population des consommateurs (observé essentiellement hors-murs) ;
- Une augmentation de la consommation de médicaments psychotropes et de produits de synthèse ;
- Une augmentation des problèmes de logement et des comorbidités psychiatriques touchant les usagers.

Par ailleurs, le quotidien des structures a été fortement marqué par les changements intervenus sur le plan international. Tant la « crise espagnole » que le « printemps arabe » ont eu comme conséquence directe une forte augmentation de la proportion de migrants dans les structures à seuil bas d'accessibilité.

Enfin, la plateforme a poursuivi son engagement international, en recevant M. José Queroz, coordinateur de l'European Harm Reduction Network (www.eurohrn.eu), et en participant, à Marseille, aux 1^{ères} Rencontres Européennes de la Réduction des Risques.

PLATEFORME TRAVAIL SOCIAL HORS-MURS (TSHM)

Coordination : *Vincent Artison, Service éducation et jeunesse, Yverdon-les-Bains ; Céline Auroi, Villars Animation, Villars-sur-Glâne et Sandra Stimoli, Service de la jeunesse et des loisirs, Lausanne (nouvelles coordinatrices)*

La perspective d'avoir une meilleure reconnaissance de notre métier vers l'extérieur est présente depuis plusieurs années au sein de la plateforme. Cette année, le groupe a permis à ce besoin de se concrétiser avec la mise en route du référentiel de profession. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec des institutions telles que le GREA, REPER, la FASe, Rel'ier, l'IES. Le but étant d'acheminer un travail de co-construction entre TSHM (groupe de travail) et les institutions employeuses afin de faire ressortir les savoir-faire et savoir-être liés à notre profession.

Entre autres, divers questionnements liés au fonctionnement de la plateforme et à ses buts, le besoin de parler de nos pratiques dans la rue et en lien avec notre public ont fait vivre ce lieu d'échanges de pratiques durant l'année 2011.

Nous avons notamment abordé les questions liées à la consommation d'alcool d'un public souvent de plus en plus jeune.

La plateforme a connu un changement d'organisation en fin d'année, une nouvelle coordination bicéphale a pris place et nous en avons profité pour mettre à jour le cahier des charges de la coordination.

LES FORMATIONS DU GREA

En 2011, l'offre de formation du GREA s'est composée de 11 modules et de 3 formations sur mesure. Au total, 157 personnes ont participé aux formations du GREA. Comme il se doit, l'offre de formation essaie de trouver un équilibre entre les trois dimensions de la formation professionnelle soit : le savoir, le savoir-faire et le savoir-être.

Les formations suivantes ont été délivrées en 2011 :

Printemps 2011

- Produits, mode de consommation et risques associés
- Approfondir mes compétences relationnelles au travail
- Le secret professionnel et ses implications : enjeux éthiques et juridiques
- Séminaire en alcoologie
- Travailler avec les émotions
- Réduire les risques liés à l'injection et prévenir les overdoses
- Alcochoix +

Automne 2011

- Formation de base en addictions
- Entretien motivationnel (niveau de base)
- La sexualité compulsive, comprendre et traiter
- Thérapie familiale multidimensionnelle (MDTF)

L'année 2011 a été marquée par le lancement de la formation de base en addictions qui vise un public de professionnels occasionnellement confrontés à des personnes concernées par la consommation excessive ou l'addiction. La première volée a regroupé 16 personnes venues d'horizons divers. Cette formation aborde les effets biologiques et neurologiques des produits et des comportements sur la personne ainsi que les raisons intimes et sociales qui contribuent au développement d'une situation à risque ou d'une dépendance. Elle permet d'acquérir des outils pour repérer les situations de vulnérabilité et pouvoir orienter les personnes. Les participants s'initieront à la pratique de l'entretien motivationnel qui permet de créer des conditions favorables pour pouvoir parler avec la personne concernée.

FORMATIONS SUR MESURE

1. En avril, une formation a été donnée pour les correspondants de nuit de la Commune de Vernier (Genève).
2. En septembre, nous avons organisé le deuxième enseignement dans la formation de base des policiers neuchâtelois et de la partie francophone du canton de Berne.
3. En novembre, deux jours de formation ont été organisés pour les professionnels de Pro Senectute sur l'alcool et la vieillesse. Ils ont eu lieu au GREA.

CONFÉRENCES, COLLOQUES ET JOURNÉES PUBLIQUES

- Le colloque du GREA a eu lieu le 17 mai à Corsaux au-dessus de Vevey sur le thème « Le travail dans les addictions confronté aux défis de l'insertion sociale. Comment stimuler notre créativité ? ».
- Le 16 juin, le GREA a organisé la deuxième demi-journée PAC plus romande, à Lausanne, sur le thème « Intervention précoce : du repérage à l'évaluation ».
- Le 22 septembre à Chavanne-près-Renens a eu lieu une journée intitulée « Intervention précoce : accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité ».
- Au printemps 2011, le GREA a été mandaté par l'EESP pour l'animation de l'atelier de préparation des projets de travail de Bachelor en addictions. Cet atelier, réparti en 8 interventions de 4 périodes, a permis un accompagnement personnalisé pour soutenir les étudiants dans la formulation de la question de recherche, l'explicitation de la problématique et de la méthodologie choisie.

Les thèmes retenus par les six étudiants avaient notamment trait : à la prévention dans le milieu festif, à une réflexion sur les avantages et limites de la prescription de méthadone ou encore à une réflexion sur l'usage des jeux en réseau comme base de construction d'un réseau social « réel ». Le rôle de l'animateur est également de trouver, pour chaque étudiant, un directeur-trice de mémoire parmi les professionnels du champ.



© Neil Labrador

Ruth Dreifuss, ancienne conseillère fédérale, membre de la « Global Commission on Drug Policy »

ENSEMBLE, RÉFORMONS LES POLITIQUES DROGUES

Le système international de prohibition des drogues ne remplit pas les objectifs qui lui avaient été assignés, à savoir promouvoir la santé publique et fournir les pays en substances médicales (notamment les anti-douleurs). Pire. L'approche essentiellement répressive qui a prévalu dès le début a bien souvent créé de nouveaux problèmes de santé publique, de respect des droits humains et de sécurité publique. Il faut rappeler, qu'en 2011, la majorité des exécutions capitales au niveau mondial était liée à la drogue. Par ailleurs, le tiers des infections du VIH/SIDA, hors Afrique, est dû aux pratiques d'injection de drogues. Le crime organisé à l'échelle globale domine le trafic des drogues. Corruption et violence accompagnent la « guerre contre la drogue ». 50 ans après l'adoption de la première convention de l'ONU sur le sujet, il est plus que temps de dresser un bilan objectif et d'engager les réformes qui s'imposent.

Pour stimuler ce débat, la « Global Commission on Drug Policy » s'est créée en 2010 et c'est avec enthousiasme que j'ai rejoint ce groupe. Notre ambition consiste essentiellement à faire vivre ce débat sociétal avec franchise, clarté, responsabilité et sérieux. Nous constatons, avec plaisir, que les discussions reprennent ces dernières années sur les politiques drogues. De nombreux États s'éloignent du modèle dominant de la guerre à la drogue et mettent en place des politiques plus souples, notamment de réduction des dommages et de thérapies de substitution.

Sur ce terrain, la Suisse a longtemps fait figure de pionnière avec notamment la mise en place de programmes de substitution à l'héroïne et de salles de consommation. La santé des usagers, leur intégration sociale et la diminution massive des délits visant à se procurer l'argent pour acheter la drogue sont allées de paires avec une réduction des risques de contamination par le VIH/SIDA et l'hépatite au sein de la population. Ces résultats positifs, nous les devons à l'engagement des professionnels et des personnes concernées. Cependant, le marché de la drogue reste en main de groupes criminels, qui tirent profit d'une clientèle captive et empoisonnent la vie quotidienne des habitants des quartiers les plus touchés. Nous ne pouvons donc pas nous reposer sur nos lauriers, sous prétexte que la révision de la loi sur les stupéfiants a été adoptée en votation populaire le 30 novembre 2008. Aujourd'hui, c'est la recherche d'alternatives à la prohibition

qui est à l'ordre du jour ; prudemment, en évaluant les effets d'une régulation des marchés de la drogue, des solutions plus efficaces doivent être expérimentées pour mettre fin à la domination des bandes criminelles.

La Suisse a acquis une grande crédibilité sur le plan international par sa politique de santé publique et de droits humains en matière de drogues. Elle doit donc continuer à s'investir dans ce débat et à améliorer encore ses propres réponses aux questions liées à la sécurité et au bien-être de ses habitants.

La commission ne peut rien toute seule. Nous voyons plutôt notre rôle comme un soutien aux processus locaux et nationaux de révision en cours. En effet, c'est toujours sur le terrain, face aux difficultés observées jour après jour, que les acteurs de la politique drogues ont su « inventer » de nouvelles réponses. Il faut rendre hommage à l'engagement de personnes issues de différents milieux (police, travail social, médecine, politique, usagers) qui, les uns et les autres, comprennent qu'ils doivent collaborer étroitement. Ce dialogue constructif ne se fait pas sans peine. Il faut savoir prendre des risques par rapport à son propre milieu pour se retrouver sur des propositions d'équilibre qui vont de l'avant. La patience, le respect et le courage sont ici les qualités requises.

Face à la logique guerrière, seul le pragmatisme des acteurs de terrain peut faire avancer le débat. En Suisse aussi, les changements dans les politiques drogues ne peuvent venir que du terrain. C'est comme cela que nous avons procédé pour mettre en place la politique des 4 piliers. De la même manière, c'est comme cela que nous réussissons à trouver des solutions de réglementation du marché des drogues et à mettre en place des politiques de prévention, enfin, plus ambitieuses.

En ce sens, le travail politique des professionnels des addictions est essentiel. Par son travail, le GREA peut y contribuer et insuffler dans le débat les constats des acteurs de première ligne. J'ai été heureuse de pouvoir participer à la conférence consacrée aux 50 ans de la guerre à la drogue en octobre 2011, qui a permis de mieux faire connaître en Suisse les conclusions de la Commission globale. La route reste encore longue dans ce difficile dossier. C'est ensemble que nous devons avancer, avec conviction et ténacité.

LES MANDATS

Cette année encore, le GREA a été fortement occupé par de nombreux projets et mandats existants auxquels s'en sont ajoutés de nouveaux. Ces divers projets menés avec une posture autant réflexive qu'active revêtent une grande importance pour le GREA mais surtout pour l'évolution et le développement de prestations au sein du domaine des addictions.

Le GREA tient à remercier ses partenaires externes comme la Confédération ou les cantons, son propre comité et ses plateformes professionnelles pour leur engagement et leur confiance. Vous trouverez, ci-après, la liste des mandats qui nous ont été confiés en 2011.

FORDD - FÉDÉRATION ROMANDE DES ORGANISMES DE FORMATION DANS LE DOMAINE DES DÉPENDANCES

Le 5 avril 2011, 12 étudiants se sont vus remettre leur certificat (10 de la volée 2009-2010 et 2 de la volée 2008-2009).

La quatrième volée du CAS (cycle 2010-2011) a débuté en novembre 2010 et s'est composée de 22 personnes avec le profil suivant :

Origine cantonale :	Statut professionnel :
<ul style="list-style-type: none">• Vaud : 11• Fribourg : 2• Genève : 5• Jura : 1• Neuchâtel : 1• France : 2	<ul style="list-style-type: none">• Travailleur social : 7• Educateur : 5• MSP : 1• Infirmière : 6• Ergothérapeute : 1• Psychologue : 1• Médecin : 1

Courant printemps 2011, la fordd a ouvert les inscriptions au DAS (Diploma of Advanced Studies HES-SO). Cette formation ne peut avoir lieu à moins de 16 participants. Pour l'instant, ce chiffre n'a pas été atteint et la perspective du démarrage a donc été reportée à janvier 2014.

La Commission de pilotage a retenu 17 participants pour la cinquième volée du CAS interprofessionnel en addictions (cycle 2011-2012) qui a débuté le 10 novembre 2011.

Les reconnaissances accordées par la Société Suisse de Médecine Générale (SSMG) et par la Société Suisse de Psychiatrie et Psychothérapie (SSPP) ont été renouvelées et acceptées pour le DAS dans son intégralité. Le module 1 du DAS a également été reconnu par la Société Suisse de Médecine Interne (SSMI).

Le 9 juin, une cérémonie de remise des certificats a eu lieu à l'EESP. Les 15 certifiés ont reçu leur certificat en présence de la direction de l'école et de divers membres de la fordd.

IP - INTERVENTION PRÉCOCE : UN MODÈLE POUR ACCOMPAGNER LES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

Suite au lancement de la brochure Intervention Précoce en 2010, le GREA a continué de travailler sur ce thème avec un double objectif. D'une part, diffuser et mettre à jour les contenus développés dans le cadre de la brochure, et, d'autre part, poursuivre la réflexion sur le concept d'intervention précoce. Il s'agit notamment de l'opérationnaliser dans les différents contextes où il peut prendre sens.

Plusieurs événements sur ce thème ont été organisés afin de promouvoir cette démarche auprès des professionnels et d'élargir le réseau des acteurs concernés. Le 16 juin 2011, le GREA a réalisé une demi-journée PAC plus romande, à Lausanne, sur le thème « Intervention précoce : du repérage à l'évaluation ». Le 22 septembre à Chavanne-près-Renens a eu lieu une journée publique intitulée « Intervention précoce : accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité ». Cette journée a été organisée en partenariat avec RADIX, Addiction Info Suisse, Rel'ier et Avenir social. Elle offrait une occasion de partage d'expériences entre professionnels afin de discuter des différentes applications de la démarche dans les divers contextes. Elle a réuni 120 participants. En parallèle de ces événements, des formations ont également été réalisées sur ce thème.

De plus amples informations et ressources sont disponibles sur les sites : www.interventionprecoce.ch et www.grea.ch.

PILDJ - PROGRAMME INTERCANTONAL DE LUTTE CONTRE LA DÉPENDANCE AU JEU

Le Programme Intercantonal de Lutte contre la Dépendance au Jeu (PILDJ) est un programme de la Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales (CLASS) qui regroupe les six cantons romands (FR, GE, JU, NE, VD, VS). La coordination de ce programme est confiée au GREA depuis 2007.

L'année 2011 est une année de consolidation pour le PILDJ. Bien intégré dans le réseau romand, le GREA poursuit sa mission de pilotage du programme et, en collaboration avec les cantons, un travail de sensibilisation, de prévention, de recherche et de formation sur le jeu excessif. La ligne téléphonique 0800 801 381 gérée par Rien Ne Va Plus à Genève en collaboration avec La Main Tendue a vu le nombre d'appel augmenter en 2011, ce qui tend à démontrer que la problématique du jeu excessif commence à être mieux connue du grand public. Des efforts encore considérables restent à faire pour permettre aux joueurs en difficulté et à leur entourage d'utiliser l'aide de traitement et de conseils à disposition dans les cantons. Plus d'informations sont disponibles sur le site www.sos-jeu.ch.

SIP - PROJET SERVICE ITINÉRANT DE PRÉVENTION

Le projet SIP (Service Itinérant de Prévention) est un projet initié par la plateforme jeu du GREA, il s'inscrit en complément des activités du PILDJ dans un effort général d'améliorations de l'articulation entre les opérateurs de jeux d'argent et les centres spécialisés.

Le projet SIP est un partenariat entre la Loterie Romande et le GREA. Plus précisément, il s'agit de développer des synergies entre les dépositaires de loteries électroniques (Tactilos) et le réseau socio-sanitaire pour renforcer la protection des joueurs problématiques.

PNA - PROGRAMME NATIONAL ALCOOL

Depuis septembre 2009, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) travaille avec le GREA pour le renforcement de la politique alcool en Suisse romande. Il s'agit d'utiliser les synergies possibles pour renforcer le soutien aux activités du PNA. Le rôle du GREA consiste à rassembler les actualités régionales, ainsi qu'à répondre aux demandes de la Confédération ou des autres organismes responsables de la mise en œuvre du PNA.

Campagne Alcool

Afin de renforcer le dialogue sur l'alcool, l'OFSP a décidé, en 2010, la mise en place d'une campagne nationale d'un genre nouveau s'inscrivant dans le Programme National Alcool 2008-2012. Le premier événement de cette campagne consiste en la Semaine Alcool, une semaine d'actions qui s'adresse à l'ensemble de la société civile. Elle se tient une année sur deux (2011, 2013) en alternance avec la traditionnelle Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool. Dans l'optique de donner la parole à l'ensemble de la société civile, le GREA a contacté dans chaque canton les représentants de plusieurs champs d'action (monde sportif, médecine, sécurité, enseignement, milieux économiques, spécialistes des addictions, pouvoirs publics, etc.). Un site internet recensant les différentes actions entreprises a été mis en place (www.je-parle-d-alcool.ch). Au total, la Semaine Alcool a vu émerger plus de 280 projets en Suisse romande, ce qui confirme un désir de briser les tabous autour de l'alcool. Une seconde édition se tiendra du 18 au 26 mai 2013.

Egalement sous le label « Campagne Alcool », divers champs de dialogue ont été créés. Le GREA s'est attelé, fin 2011, à la mise sur pied du champ « Sport », incluant comme principal partenaire Swiss Olympic. Les premiers contacts avec l'Office fédéral du sport (OFSP) et de plus petites structures sportives ont également été établis.

Protection de la jeunesse dans les manifestations publiques (mesure 8)

Dans le cadre des réflexions entamées sur la mesure 8 du PNA (protection de la jeunesse), le Fachverband Sucht et le GREA ont constitué, fin 2011, un groupe de travail intercantonal bilingue en vue de procéder à un état des lieux sur les différentes pratiques existantes en matière de protection de la jeunesse dans les manifestations publiques soumises à autorisation.

En Suisse, les jeunes sont insuffisamment protégés contre les méfaits de l'alcool. Au niveau national, des limites d'âges existent et la publicité adressée spécifiquement aux jeunes est interdite. A l'échelle cantonale, ce sont des mesures législatives, comme l'article « sirop » ou les restrictions d'horaires de vente d'alcool, qui complètent les lois fédérales. Ces dernières ne sont toutefois pas appliquées partout et il existe des domaines où la protection de la jeunesse reste insuffisante. C'est le cas des manifestations publiques soumises à autorisation.

Dans ce domaine, la majorité des cantons possèdent des directives mais les pratiques varient énormément d'une collectivité à l'autre. En outre, alors que les patentes - permanentes ou temporaires - autorisant le débit de boissons alcoolisées sont le plus souvent délivrées par les cantons, ce sont les communes qui octroient généralement les autorisations de manifestations. Ce partage de responsabilités entre différents niveaux administratifs rend la mise en place de concepts de protection de la jeunesse difficile. La mesure 8 entend combler ces manques en établissant un catalogue de recommandations, à l'attention des cantons, basé sur les différentes pratiques cantonales.

La Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS), leader dans la mise en œuvre de cette mesure ; la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), ainsi que la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) participent à ce processus de réflexion.

CYBERADDICTION : ÉTAT DES LIEUX ET PROJET PILOTE

Sur mandat de l'OFSP, le GREA et le Fachverband Sucht ont réalisé un état des lieux sur l'offre de prévention et la prise en charge de l'addiction à Internet en Suisse. Les résultats montrent une hétérogénéité de l'offre au niveau de la prévention ainsi que des manques dans certains cantons. Face à internet, la protection de la jeunesse est devenue un enjeu majeur, beaucoup d'acteurs différents se mobilisent. Entre dramatisation et prévention, loisirs et réglementation, un risque de confusion s'installe. L'usage excessif d'internet est une réalité, mais les champs d'intervention doivent encore être clarifiés.

Sur la base des constats dressés lors de cet état des lieux, une deuxième phase du projet consiste à dégager une vision interdisciplinaire du phénomène, le processus vise ici à ouvrir un dialogue constructif, élargi aux autres domaines concernés (police, école, sexualité, famille, etc.). En partenariat avec l'association de joueurs Swiss Gamers Network, le GREA a également mené une enquête auprès de 270 gamers lors du festival Polymanga en 2011, but : donner la parole aux utilisateurs. Sur la base de ces résultats et fruit d'une large consultation, le GREA prépare une prise de position sur ce thème pour l'automne 2012.

ALCOCHOIX+

Ce mandat se décline toujours sur trois fronts. Premièrement, l'offre Alcochoix+ est proposée par 10 institutions de Suisse romande et 3 médecins en cabinet privé. Celle-ci continue donc de s'étendre. Deuxièmement, l'évaluation du programme est en cours sous la direction du Dr. Thierry Favrod-Coune, HUG. Cette évaluation se basera sur les données récoltées par questionnaires au début du programme ; puis, après les 6 semaines ; enfin pour les usagers qui l'acceptent, ils seront recontactés après 3 mois, puis après 12 mois. Troisièmement, la formation connaît toujours un certain succès, avec 11 participants en 2011. Parallèlement, l'élaboration d'une formation E-learning pour les médecins généralistes est en cours d'élaboration.

En 2011, le site www.alcochoix.ch s'est enrichi d'un calculateur de suivi des consommations. Il n'en reste pas moins qu'il faudrait plus de moyens pour améliorer la publicité auprès d'un large public.

PAC PLUS – PLANS D'ACTION CANTONAUX ALCOOL

Afin de répondre au mieux aux attentes et besoins des cantons, la Régie fédérale des alcools (RFA), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et la Commission fédérale pour les problèmes liés à l'alcool (CFAL) mandatent le GREA, depuis 2010, pour organiser des rencontres régionales portant le label « PAC plus ». Ces demi-journées s'adressent aux acteurs cantonaux des domaines de la justice et police, du social, de la santé et du secteur privé concernés directement par des questions relatives à la thématique alcool.

Le 16 juin 2011, le GREA a organisé la deuxième demi-journée PAC plus romande, à Lausanne, sur le thème « Intervention précoce : du repérage à l'évaluation ». Elle a réuni 24 participants. Cet après-midi abordait plus particulièrement les enjeux associés à la compétence d'annonce des problèmes liés à l'addiction et a permis de discuter des aspects spécifiques relatifs à l'alcool dans une démarche d'intervention précoce.

JEUNES, ALCOOL, ESPACE PUBLIC : RENFORCER LA COLLABORATION ENTRE LES ACTEURS

Le 2 novembre 2010, le GREA a organisé la première demi-journée PAC plus romande, à Yverdon, sur le thème « Les jeunes et la consommation d'alcool dans l'espace public ». Lors de cette rencontre, les participants ont discuté et validé un ensemble de mesures à mettre en œuvre en matière de gestion de la consommation d'alcool par les jeunes dans l'espace public. Il a résulté de ces discussions un document de synthèse, reflet d'une vision commune en la matière. Les participants ont, à cette occasion, exprimé leur désir de poursuivre la réflexion entamée.

Le projet « Jeunes, alcool et espace public : renforcer la collaboration entre les acteurs » mené par RADIX en collaboration avec le GREA a pour but de répondre à cette demande. Il a obtenu le soutien du Programme national alcool et ses objectifs sont :

- Approfondir le concept de gestion/intervention dans l'espace public ;
- Ancrer une vision commune sur le phénomène et les réponses souhaitables ;
- Renforcer l'interdisciplinarité et l'échange entre logiques professionnelles ;
- Dégager et promouvoir les « bonnes pratiques » dans les réseaux professionnels ;
- Soutenir les acteurs publics dans la mise en œuvre de stratégies.

Un groupe d'experts du même nom a été constitué. Deux séances ont été planifiées pour 2011, le 13 septembre et le 24 novembre. Commencé en automne 2011, le mandat devrait s'achever en automne 2012.

PRISE EN COMPTE DU TABAC DANS LES LIEUX SPÉCIALISÉS EN ADDICTION

Le GREA et le Fachverband Sucht ont réalisé en Suisse un état des lieux sur la prise en compte du tabagisme dans les institutions spécialisées en addiction. Une enquête auprès de 301 structures œuvrant dans trois des quatre piliers de la politique drogues (prévention - thérapie - réduction des risques) ainsi que cinquante interviews de professionnels du réseau suisse, ont permis de cibler la situation en mettant en évidence les pistes d'améliorations possibles.

Ces résultats ont été présentés et discutés avec les professionnels à l'occasion d'une large consultation, cette étape se terminera début 2012. Les associations professionnelles du GREA, du Fachverband Sucht et de Ticino Addiction formuleront des recommandations au printemps 2012.

IN MEDIAS : AU CŒUR DU DIALOGUE

En septembre 2011, le GREA a repris la gestion opérationnelle du projet de prévention « In medias : au cœur du dialogue », soutenu et développé à Genève par Rien Ne Va Plus en collaboration avec proPhilo, depuis 2007. Ce projet utilise le dialogue philosophique pour renforcer l'esprit critique des jeunes face aux risques liés à l'utilisation des médias électroniques (contenus inappropriés, surinvestissement, mésusages). Il s'adresse à tout professionnel en relation avec eux.

Le dialogue philosophique est une approche pédagogique et éducative développée au Québec. Sur cette base, In medias propose des ateliers de discussions philosophiques qui donnent la parole aux jeunes et créent un cadre propice au développement de leur jugement critique et de leur capacité de décision. Le jeune est valorisé comme porteur de compétences sociales et réflexives qu'il s'agit, pour les professionnels formés à cette animation, d'encourager et de renforcer.

Les objectifs d'In medias (de 2011 à 2013) sont de développer la prévention par le dialogue philosophique en Suisse romande, de répondre aux besoins des professionnels concernés et d'adapter cet outil à la prévention d'autres comportements addictifs (alcool, cannabis, etc.). Des formations sur mesure seront offertes, courant 2012, aux professionnels désireux d'animer des ateliers de dialogue. En parallèle, des textes et supports didactiques nécessaires à leur animation seront également développés. Une recherche de fonds est en cours auprès de l'OFSP (PNA) et de la Loterie Romande.

COMMUNICATION

SITE INTERNET

Au début de l'année 2011, le GREA a lancé son nouveau site. Celui-ci a pour objectifs de faciliter son utilisation et de permettre la soumission de contenus par les personnes faisant partie de notre réseau. Ainsi, chaque professionnel peut être rédacteur du site romand des addictions. C'est donc une petite révolution avec le passage de notre communication au web 2.0.

Le site internet du GREA peut ainsi proposer plus d'actualités sur ses activités et celles du champ des addictions, avec environ 150 news postées en 2011. Il met également à disposition de nombreux documents utiles à la réflexion dans notre domaine. Ce mouvement est appelé à se poursuivre avec une communication qui entend passer de plus en plus par le web. Pour la seule année 2011, le site du GREA a été visité 43'523 fois par 24'925 visiteurs uniques pour un total de 150'000 pages vues.

Pour toute précision, n'hésitez pas à joindre le GREA : info@grea.ch

LA REVUE « DÉPENDANCES »

Le GREA et Addiction Info Suisse ont publié quatre nouveaux numéros de la revue « Dépendances ». Voici les numéros et thèmes parus en 2011 :

1. n°42 « Nightlife »
2. n°43 « Intervention Précoce »
3. n°44 « Défi Addictions »
4. n°45 « La santé mentale »

Tous les articles sont disponibles en format .pdf sur le site internet du GREA une année après leur parution dans la version papier.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué ces dernières années à la rédaction du « Dépendances », en particulier les professionnels qui donnent de leur temps pour transmettre leur savoir-faire, exercice précieux dans l'espace interdisciplinaire des addictions.

GREA-INFOS

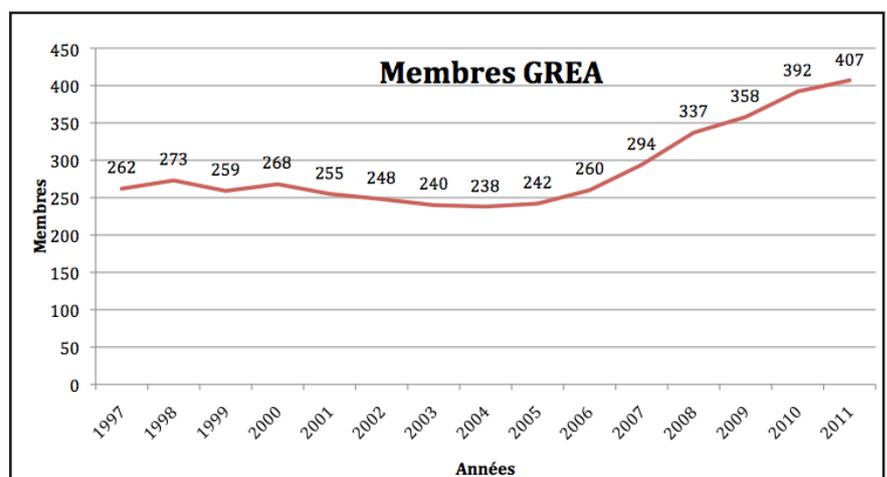
Le bulletin d'information du GREA a paru trois fois en 2011. Il informe ses membres de l'actualité de l'association, il permet de suivre les projets en cours (mandats, plateformes) ainsi que les derniers enjeux politiques nationaux ; un focus est régulièrement porté sur l'international.

Les GREA-Infos sont en consultation libre sur notre site internet.

EVOLUTION DES MEMBRES DU GREA

Le GREA voit l'augmentation de ses membres suivre une lente et régulière progression, avec le franchissement de la barre des 400 membres en 2011 !

Nous nous réjouissons de ce soutien, qui montre l'attachement des personnes actives dans le champ aux valeurs présentes dans la charte du GREA.



COMMUNIQUÉS DE PRESSE ET PRISES DE POSITION

COMMUNIQUÉS DE PRESSE 2011

- 19 mai 2011 – « Communiqué de presse : Semaine Alcool »
- 19 octobre 2011 – « Quels sont les effets de 50 ans de guerre à la drogue? »
- 28 octobre 2011 – « Communiqué de presse sur le Drug Checking »

PRISES DE POSITION 2011

- 26 mars 2011 – « Législation sur les jeux d'argent : protégeons les joueurs ! »
- 27 avril 2011 – « Amende d'ordre et cannabis : prise de position du GREA »

PARTENARIATS SUISSES ET INTERNATIONAUX

SUISSE

Le GREA s'efforce de valoriser l'expertise du terrain auprès des politiques publiques en Suisse. Pour ce faire, il collabore étroitement avec tous les acteurs du champ professionnel, avec ses partenaires régionaux (le Fachverband Sucht et Ticino Addiction) ainsi qu'avec les administrations publiques investies dans ces problématiques.

Le regroupement des divers points de vue du réseau addictions et la mise en relation des différents partenaires sont au cœur de notre travail. Mettre en valeur les énergies existantes et les réunir en une même force d'action sont la façon dont nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice des politiques addictions.

Nous tenons ici à remercier nos partenaires nationaux :

- Fachverband Sucht
- Ticino Addiction
- Addiction Info Suisse
- Swiss Society of Addiction Medicine (SSAM)
- Coordination politique addiction (NAS-CPA)
- Groupe d'experts en formation dépendances (EWS-GFD)
- Avenir social
- RADIX - Infodrog

Nos principaux partenaires romands :

- Collège Romand de Médecine des Addictions (CoRoMA)
- Coordination Romande des Institutions Dépendances (CRIAD)
- Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
- Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances (fordd)

Nos principaux partenaires publics :

- Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales (CLASS)
- Office fédéral de la santé publique (OFSP)
- Office fédéral de la police (FedPol)
- Office fédéral de la justice (OFJ)
- Office fédéral des assurances sociales (OFAS)
- Régie fédérale des alcools (RFA)

INTERNATIONAL

Les liens internationaux sont également maintenus au travers de notre association, avec une présence aux instances dirigeantes de la CLAT (Conférence latine de réduction des risques), de l'IDPC (International Drug Policy Consortium) et de l'ERIT (Fédération européenne des associations d'intervenants en toxicomanie).

Ces liens internationaux permettent une meilleure coordination de la Suisse romande avec le reste de l'Europe et même du monde, via la CLAT. Ces échanges d'expériences sont importants à double titre. D'une part, ils permettent de nous tenir informés et de confronter nos pratiques à des expériences différentes, et, d'autre part, ils participent à la promotion générale de la Suisse à l'étranger. Sur les drogues notamment, depuis les années deux mille, des expériences nouvelles se font jour ailleurs. Elles peuvent enrichir le débat suisse sur des thèmes d'intérêt commun. C'est le cas de la faiblesse de la régulation du marché des drogues légales qui reste une préoccupation centrale en Suisse comme à l'étranger.

PARTENARIATS SUISSES ET INTERNATIONAUX (SUITE)

ANNIVERSAIRE DES 50 ANS DE LA GUERRE À LA DROGUE : LE BILAN

En 1961, était signée la première convention internationale sur les drogues. Ce traité inaugurait la mise en place du système actuel de prohibition qui allait progressivement devenir la « guerre à la drogue ». L'année 2011 aura donc été l'occasion de « fêter » cet anniversaire et de jeter un regard critique sur le chemin parcouru. De nombreux événements ont eu lieu un peu partout dans le monde pour nourrir la volonté de réformes du système mondial, qui semble continuer à grandir dans un cercle élargi de partenaires.

A son niveau, le GREA a participé à ce mouvement en organisant une conférence-débat à Genève, le 19 octobre. Nous nous sommes associés à la Global Commission on Drug Policy, à l'IDPC et à la Commission fédérale sur les drogues illégales pour proposer une matinée de réflexion et de discussions sur les effets de 50 ans de guerre à la drogue. A cette occasion, le GREA mettait à disposition le rapport de la Global Commission sorti en juin 2011.

LA COMMISSION MONDIALE SUR LES DROGUES VOIT LE JOUR

En ce début d'année 2011, une nouvelle commission a également été créée à Genève. Elle fait suite au succès mondial rencontré par la commission similaire d'Amérique Latine, qui avait été fondée, entre autres, par les trois anciens présidents du Brésil, du Mexique et de Colombie. Face aux difficultés que rencontraient leurs pays, ils demandaient un changement radical de politique pour des raisons de sécurité et de démocratie.

Cette nouvelle commission reprend ce combat, mais à une échelle globale. Elle promeut la recherche et l'évaluation comme principales sources de la politique drogues, en lieu et place de la morale et de l'idéologie. Elle vise surtout à promouvoir une compréhension globale de la question des drogues, qui ne se cantonne pas à la seule question de la consommation, mais qui englobe toutes les externalités que produit la prohibition, au nord comme au sud. La commission est présidée par M. Fernando Henrique Cardoso, ancien président du Brésil. La Suisse est représentée par l'ancienne conseillère fédérale, Mme Ruth Dreifuss (voir à ce sujet la rubrique « l'invitée »).

REPRÉSENTATION POLITIQUE AU NIVEAU NATIONAL

ART 3c LSTUP

L'article 3c de la nouvelle loi sur les stupéfiants met en place des compétences élargies en matière d'annonce des consommations problématiques. Le texte indique que « les services de l'administration et les professionnels œuvrant dans les domaines de l'éducation, de l'action sociale, de la santé, de la justice et de la police peuvent annoncer aux institutions de traitement ou aux services d'aide sociale compétents les cas de personnes souffrant de troubles liés à l'addiction ».

La mise en œuvre de ce principe pose cependant un certain nombre de difficultés sur le terrain. En effet, comment favoriser la prise en charge de personnes ciblées, sans tomber dans un système de normalisation des conduites ? Comment rester concentrés sur ce qui nous concerne directement, à savoir les situations les plus lourdes, et ne pas se disperser dans la mise en place de systèmes d'annonce au détriment des soins ?

Ce vaste débat doit aujourd'hui être empoigné par tous les acteurs. L'OFSP en collaboration avec la Conférence des délégués cantonaux aux problèmes de toxicomanies (CDCT) réfléchissent toutes deux à des réponses pragmatiques pour la mise en œuvre de cet article.

VOTATIONS SUR LES JEUX D'ARGENT

Le 26 mars 2011, le GREA a pris position concernant la législation sur les jeux d'argent et la protection des joueurs. La commission des affaires juridiques s'est montrée sensible à nos arguments sur l'addiction aux jeux et a modifié le projet du Conseil des Etats pour mieux prendre en compte la question de l'addiction. Le projet est passé en plénum le 28 septembre 2011 et devrait donc aboutir très prochainement. Comme il s'agit d'un article constitutionnel, le référendum est obligatoire et le peuple devra donc se prononcer sur cette question, probablement en 2012.

LA LOI SUR L'ALCOOL

La révision totale de la loi sur l'alcool a été lancée en 2010, avec un projet soumis à consultation. Mais la forte polarisation des avis n'a pas permis d'aller de l'avant dans ce projet en 2011.

Cette année aura donc été avant tout l'occasion de préparer nos milieux à ce débat sociétal d'importance. Des structures ont ainsi été mises en place, au niveau national et romand, afin de permettre un investissement de chacun (voir à ce sujet la rubrique « coup de projecteur »).

CANNABIS ET AMENDES D'ORDRE

Le 27 avril 2011, le GREA a pris position sur la proposition d'appliquer les amendes d'ordre. Il soutient la démarche mais s'oppose à une application en dessous de 18 ans. Le système actuel permet en effet d'apporter une aide ciblée pour certaines catégories de jeunes et l'application d'un système d'amende pourrait limiter les possibilités d'intervention.

Nous sommes, par contre, favorables au principe des amendes d'ordre pour les adultes. Cependant, le principe d'opportunité doit absolument être conservé, voire renforcé. L'établissement d'un système d'amende ne doit pas être un moyen de remplir les caisses de l'Etat, au détriment des consommateurs réguliers.

REPRÉSENTATION DES PROFESSIONNELS DANS LA COMMISSION D'ÉTUDES SUR LES JEUX

Suite à nos demandes successives, l'Office fédéral de la justice a décidé d'intégrer les professionnels des addictions dans la commission en charge de réviser la législation sur les jeux d'argent (suite du contre-projet à l'initiative populaire de la Loterie Romande). Les pré-occupations du réseau des addictions pourront ainsi être entendues à ce stade préliminaire.

Afin de représenter au mieux les sensibilités de tous les acteurs de terrain, les associations professionnelles ont mis en place un groupe de suivi, coordonné par le GREA. Ce travail permet une mise en commun des compétences et renforce la position des professionnels des trois régions linguistiques.

POURQUOI LA RÉVISION DE LA LOI SUR L'ALCOOL EST IMPORTANTE ?

La gestion sociale des problématiques addictives a toujours été un champ de tensions. Multiplicité des acteurs et des attentes, représentations très diversifiées sur le sens des consommations, la société peine à trouver un discours cohérent. Sur le terrain, l'interdisciplinarité s'est imposée d'elle-même. La santé publique, la sécurité et les droits humains sont autant d'approches différentes qui ont su s'imbriquer dans la pratique, grâce à l'inventivité et au pragmatisme des acteurs en présence. Au niveau politique cependant, les blocages et la crispation restent malheureusement trop souvent la norme. L'idéologie prend le pas sur le fond et les invectives remplacent le débat d'idées.

La révision actuelle de la loi sur l'alcool en représente un exemple flagrant. Alors que 250'000 personnes souffrent en Suisse de problèmes d'alcool et que près de 2'000 personnes en meurent chaque année, le dialogue de sourd continue. C'est pourtant toute la société ou presque qui est concernée, en tant que buveurs ou en tant que parents, conjoints, enfants de personnes ayant une consommation problématique.

Adoptée en 1932, il y a 80 ans de cela, une révision semble faire sens au vu des immenses bouleversements sociétaux qui nous séparent de la période de l'entre-deux guerres. De plus, la présence régulière du thème de l'alcool dans les médias témoigne de l'importance de ce sujet pour la population. Mais qu'en est-il vraiment ? Alors que le projet de loi est connu depuis 2010, les débats officiels tardent à s'ouvrir. Déjà, les oppositions radicales se structurent peu à peu : liberté de commerce contre santé publique, responsabilité des consommateurs contre responsabilité de la société, survie de la culture du vin contre hygiénisme supposé, etc. Comment arriver à une solution sur cette base ?

Le débat est mal parti et il serait peut-être plus sage de le relancer sur d'autres bases. C'est d'ailleurs ce que demande la coalition pour une politique alcool responsable qui regroupe les associations professionnelles.

Nous ne pouvons certes pas demander au monde politique d'adopter la même posture que les professionnels. Ce n'est pas son rôle. La politique reste l'espace privilégié pour trouver des arbitrages entre intérêts divergents. Elle ne sera jamais cet espace de sagesse, gouverné par la raison, dont rêvait Platon. Vouloir imposer une norme à tout prix, parce qu'elle serait juste, ne fait plus de sens aujourd'hui dans une société où les valeurs et les représentations sont devenues kaléidoscopiques.

Ainsi, même si les retombées immédiates peuvent être maigres, la présence des professionnels dans ce débat est indispensable. Par exemple, nous pouvons montrer que des modèles interdisciplinaires, poursuivant simultanément plusieurs objectifs, sont possibles. Le modèle des 4 piliers a permis de faire passer ce message. Plusieurs logiques apparemment contradictoires peuvent coexister dans un tout cohérent, afin d'atteindre les résultats voulus. Ce travail reste à faire sur l'alcool, où les oppositions frontales encore majoritaires, ne demandent qu'à être dépassées.

Pour plus d'informations sur la révision de la loi sur l'alcool, voir : <http://www.grea.ch/alcool>

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2011

Le nom des postes et l'affichage du bilan et des comptes ayant été modifiés en 2011, la comparaison avec l'année 2010 est donc non pertinente.

ACTIFS		PASSIFS	
	479'869.91		477'997.07
ACTIFS CIRCULANTS	466'869.91	FONDS ÉTRANGERS	42'136.07
Caisse	150.95	Créanciers	19'529.35
PostFinance	199'000.24	Décompte TVA	22'606.72
Raiffeisen cpte ép. soc.	128'422.05	MANDATS	91'502.56
Raiffeisen cpte ép.	6'234.20	C/c Mandat PNA	-7'561.50
Compte d'attente	-677.95	C/c Mandat AW - Semaine alcool	7'279.60
Débiteurs	15'094.00	C/c Mandat AK - Campagne alcool	-2'465.25
Impôt anticipé	459.54	C/c Mandat Intervention précoce	13'545.95
COMPTES DE RÉGULARISATION	118'186.88	C/c Mandat Online Sucht	26'788.90
Actifs de régularisation	105'361.10	C/c Mandat Alcool et espace public	2'270.00
C/c FORDD	2'007.90	C/c Mandat Fonds Tabac	1'837.05
C/c PILDJ	10'817.88	C/c Mandat In medias	-285.90
ACTIFS IMMOBILISÉS	13'000.00	C/c Mandat A+ (e-learning)	10'000.00
Matériel informatique	12'000.00	C/c Mandat A+ (évaluation)	45'227.06
Matériel de cours	800.00	C/c Mandat ProMeDro (OFSP)	-5'133.35
Titres	200.00	PASSIFS DE RÉGULARISATION	31'680.05
		Passifs de régularisation	31'680.05
		FONDS PROJETS	38'451.53
		Fonds Alco+	15'429.03
		Projet DB+site	23'022.50
		PROVISION	8'000.00
		Provision déménagement	8'000.00
		FONDS PROPRES	266'226.86
		Capital	92'167.80
		Réserve plan social	82'983.12
		Fonds formation	8'000.00
		Fonds réserve «Femmes dépendances»	6'000.00
		Fonds communication	17'963.58
		Réserve pour équipement	8'171.00
		Réserve campagnes politiques	20'941.36
		Réserve projet de prévention	30'000.00
		Différence (capital)	1'872.84
Total	479'869.91	Total	479'869.91

COMPTE DE PERTES ET PROFITS 2011

DÉPENSES		PRODUITS	
909'594.80		911'467.64	
FORMATION GREA	50'051.99	RECETTES	146'715.89
Promotion formation	5'767.02	Cotisations	41'030.00
Défraiement intervenants	35'768.12	Modules de formations	68'750.00
Frais modules	5'619.70	Journées de formations	18'161.40
Frais journées	2'897.15	Prestations diverses	7'100.00
COORDINATION	18'737.56	Autres produits	2'968.69
Soutien aux plateformes	832.80	Indemnités interventions	8'705.80
Frais de délégation internationale	583.85	MANDATS	620'364.10
Autres frais de délégation et représentation	6'983.50	Produit fordd	145'833.35
Cotisations diverses	950.00	Produit PILDJ	114'060.00
Comité GREA	217.15	Résultat s/Mandat PNA	96'080.00
Membres GREA	8'064.00	Résultat s/Mandat AW - semaine alcool	29'850.00
Documentation (acquisition d'ouvrages)	1'106.26	Résultat s/Mandat AK - campagne alcool	43'780.00
COMMUNICATION	22'412.85	Résultat s/Mandat intervention précoce	21'200.00
Internet	279.65	Produit PAC+ (KAP+)	35'211.85
Maintenance «cloud» (DB & site)	5'762.55	Produit PAC (KAP)	4'629.65
Impressions et envoi réseau	9'949.00	Résultat s/Mandat Online Sucht	25'730.00
Graphisme	1'563.85	Résultat s/Mandat Alcool et espace public	12'730.00
Débats	4'857.80	Résultat s/Mandat Fonds Tabac	35'200.00
PERSONNEL	733'156.18	Produit Site CoRoMA	9'259.25
Salaires	619'538.73	Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	46'800.00
./. Salaires récupérés	-18'740.00	AUTRES PRODUITS	143'384.30
Charges sociales	93'273.90	Soutiens cantonaux (dîmes)	137'384.30
Défraiement, transports, formation	16'447.45	Soutien GFD	6'000.00
Auxiliaires (stagiaires et civilistes)	22'483.40	PRODUITS FINANCIERS	1'003.35
Frais de représentation	152.70	Intérêts rémunérateurs	1'003.35
ADMINISTRATION ET INFRASTRUCTURES	85'236.22		
Frais d'envoi et de copies	15'670.76		
Leasing, technique et hardware	5'259.25		
Maintenance informatique	7'112.34		
Télécom (téléphone, Internet)	4'445.08		
Loyer	16'248.00		
Entretien des locaux	185.95		
Fournitures de bureau, frais administratifs	7'422.24		
Comptabilité	24'576.85		
Assurances commerciales	382.35		
Frais financiers, intérêts	386.49		
Ajustement TVA	-7'810.09		
Amortissements	8'375.95		
Mouvements extraordinaires	-5'018.95		
Attribution pour provision déménagement	8'000.00		
Différence (bénéfice)	1'872.84		
Total	911'467.64	Total	911'467.64

LE SECRÉTARIAT

Nathalie Arbellay, responsable administration
Olivier Bolomey, collaborateur scientifique (depuis le 15 août 2011)
Valérie Destribois, médiaticienne (jusqu'au 31 juillet 2011)
Isabelle Girod, responsable formation
Stella Jalade, médiaticienne (depuis le 16 février 2011)
Frédéric Richter, vice-secrétaire général, responsable mandats
Josiane Reguin, secrétaire
Jade Ruppen, chargée de projet
Jean-Félix Savary, secrétaire général

LES CIVILISTES ET STAGIAIRES

Léandre Betrisey
Michaël Cordier
Xavier Decotignie
Vincent Maendly
Pascal Oguey
Sandro Perrini
Mathieu Rouèche
François Roulet

LE COMITÉ

Viviane Prats, présidente, membre du bureau, Vaud
Pierre-Yves Aubert, vice-président, membre du bureau, Genève
Stéphane Caduff, Vaud
Michel Comment, Jura
Jean-Alain Dubois, Berne
Pierre Duffour, Fribourg
Cédric Fazan, membre du bureau, Vaud
Anne François, Genève
Thierry Humair, Neuchâtel
Yasser Khazaal, Genève
Thierry Radermecker, Fribourg
George Riesen, Neuchâtel
Gérald Thévoz, Genève
Philippe Vouillamoz, Valais
Sophie Arnaud, Vaud (en congé dès mai 2011)
Guido Biscontin, Fribourg (en congé dès mai 2011)

**GROUPEMENT ROMAND
D'ETUDES DES ADDICTIONS**

Rue des Pêcheurs 8
CP 638
1401 Yverdon-les-Bains
T. +41 24 426 34 34
F. +41 24 426 34 35
info@grea.ch

WWW.GREA.CH

GREA

GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

**NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER CHALEUREUSEMENT
TOUS LES ORGANISMES QUI NOUS PERMETTENT D'OFFRIR NOS
PRESTATIONS :**

Canton de Berne
Canton de Fribourg
Canton de Genève
Canton du Jura
Canton de Neuchâtel
Canton du Valais
Canton de Vaud
Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales
Confédération suisse, OFSP
Groupe d'experts formation dépendances (EWS-GFD)
Infodrog
Loterie Romande